

Léon Trotsky

Œuvres

Novembre 1922

Sommaire

Les contradictions de la politique soviétique.....	3
Communisme et franc-maçonnerie.....	6
Le gouvernement ouvrier en France.....	8

Les contradictions de la politique soviétique¹

3 novembre 1922

Point n'est besoin, même quand on suit avec attention la vie politique de la France, de lire *le Populaire*, organe réformiste et social-patriote. Ce journal ne contient ni faits ni idées. C'est en quoi d'ailleurs il reflète son parti. Y collaborent des hommes qui, en règle générale, consacrent les neuf dixièmes de leur attention à des questions complètement étrangères au socialisme. Certains d'entre eux sont attachés à ce dernier par d'anciennes habitudes depuis longtemps périmées, d'autres par l'irritation que provoquent les espérances déçues, et d'autres enfin par de très nettes préoccupations de carrière. Du labeur de la pensée socialiste qui, d'un point de vue unique, analyse les situations, mesure les forces en présence tire des conclusions révolutionnaires, pas de trace dans ce journal. Des phrases et des phrases, de vieux clichés, des fragments, retenus par hasard, des discours de Jaurès et de Guesde, le tout assaisonné d'une triste cuisine politique. A la lecture du dernier numéro, on croit toujours l'avoir déjà lu. Bien que nombre des collaborateurs du *Populaire* ne soient pas sots du tout, ayant leur façon de ne pas l'être, et sachent en tout cas parfaitement de quoi il retourne, le journal, dans son ensemble, paraît couvert d'un épais vernis de bêtise, convenant assez du reste aux buts qu'il poursuit.

Point n'est besoin de le lire, mais il faut bien y jeter de temps à autre un coup d'œil. Car nous y trouvons, à l'état plus ou moins pur, le bacille qui empoisonne, hélas ! certains éléments, d'une relative importance numérique, des sommets du parti communiste français. C'est précisément dans les colonnes du *Populaire* qu'on discerne le mieux la signification, pour M. les avocats, les journalistes et les arrivistes francs-maçons grimés en socialistes à l'usage des meetings ouvriers, de la « liberté de pensée », de la « liberté de critique », et de toutes autres choses précieuses de cette sorte, absolument indispensables aux politiciens qui consentent généreusement à se servir des organisations prolétariennes comme d'un tremplin mais ne veulent en aucun cas soumettre à leur discipline leurs hautes individualités.

Arrêtons-nous sur un article, classique en son genre, de M. Léon Blum - qui est en fait le leader des dissidents - sur la politique des communistes russes à l'égard de la France et du parti communiste français. Se référant aux échos du voyage de M. Herriot en Russie dans la presse bourgeoise², M. Léon Blum se livre à des déductions, à des généralisations heureuses qui éclairent admirablement, sinon la politique des communistes russes, du moins l'in vraisemblable confusion régnant dans certaines têtes, et pas seulement dans celle de M. Blum et pas seulement dans celles de son parti. M. Blum expose que le gouvernement des Soviets offre à la France « tout ou presque tout » : non seulement la reconnaissance des dettes d'avant-guerre, mais l'alliance : « l'alliance économique, intellectuelle, morale et même, s'il le faut, politique et diplomatique. » Et si M. Blum souhaite des relations pacifiques entre la France et la Russie, il proteste, voyez-vous, avec la plus grande énergie - à l'avance, c'est-à-dire tout à fait opportunément, avec perspicacité -, contre le rétablissement de l'ancienne alliance franco-russe qui serait dirigée contre l'Allemagne. Nul ne doutait n'est-ce pas que le parti de Renaudel, de Boncour et de Blum se trouverait à son poste dès qu'il s'agirait de défendre l'Allemagne contre les desseins impérialistes d'une nouvelle alliance franco-russe ! Le passé de ce parti n'en était-il le meilleur garant ?

Mais est-il prouvé, allez-vous demander, que la Russie des Soviets est prête à aider la France à étrangler définitivement l'Allemagne ? Peut-on en douter ? « M. Herriot est reçu en visiteur de qualité. Mais on exclut du parti communiste Verfeuil et ses amis en attendant le tour de quelques autres. On offre à M. Poincaré et aux capitalistes français toutes les formes de collaboration, mais on condamne ceux des partisans de l'adhésion de Tours qui ne s'inclinent pas devant une discipline et une orthodoxie absolues. On se prépare à distribuer des concessions. Mais on garde encore en prison des socialistes-révolutionnaires. » Ces lignes contiennent toute la philosophie de M. Blum et de Verfeuil ; et non seulement de l'exclu Verfeuil mais aussi de ses coreligionnaires politiques moins hardis, demeurés dans le parti communiste français.

N'est-ce pas, en effet, une contradiction criante : recevoir poliment M. Herriot et exclure impoliment Verfeuil, distribuer des concessions et exiger à la même heure l'application des résolutions communistes ? Contradiction énorme et monstrueuse ! Et n'allez pas dire, je vous en prie, à M. Blum que le Conseil des commissaires du peuple et l'Exécutif de l'Internationale communiste sont deux institutions différentes : il sait que les dirigeants communistes russes appartiennent à la fois à l'un et à l'autre et il dénonce leur double jeu, leur extrême opportunisme pratique allant de pair avec leur extrême intransigeance théorique.

Quelque difficile que soit notre situation, nous essaierons tout de même de fournir certaines explications. Nous le ferons dans les termes les plus simples puisque les objections nous viennent de MM. les avocats, les journalistes, les députés, les francs-maçons, c'est-à-dire du milieu le plus apathique, le plus borné, le plus obtus qu'il y ait en politique. Aussi faut-il commencer par l'A B C et bien enfoncer chaque clou.

¹ *Bulletin communiste*, n° 48, 30 novembre 1922.

² Edouard Herriot, dirigeant du parti radical et futur chef du gouvernement du Cartel des gauches, venait d'effectuer en septembre, en Russie, un voyage officieux au cours duquel il avait envisagé avec les dirigeants soviétiques les conditions d'une reconnaissance diplomatique du gouvernement russe par la France.

Deux ouvriers travaillent à l'usine Renault. L'un est un révolutionnaire, communiste, l'autre est catholique. Tous les deux sont soumis aux mêmes règles de travail, s'acquittent de la tâche que leur confie le chef d'atelier et se soumettent aux décisions de l'administration. L'« opportunisme » pratique de l'ouvrier communiste n'est-il pas en contradiction flagrante avec son intransigeance théorique ? Voilà un excellent sujet de réflexion. Nous avouons ne pas apercevoir, dans ce cas, de contradiction. L'ouvrier est entré volontairement dans le parti communiste; il en a librement accepté la discipline; toute sa conscience, toute sa volonté tendent à ce que son parti devienne l'instrument qui renversera l'esclavage capitaliste. Mais l'esclavage subsiste; le communiste doit vendre son travail; il ne peut pas, sous peine de mourir de faim, se soustraire à la loi des exploiters. Et, plus il est hostile au régime d'exploitation qui lui est imposé, plus il exige que son parti soit intransigeant.

Quand Manouïlsky³ achetait dans un des bureaux de tabac de M. Poincaré de quoi bourrer sa pipe, le délégué de l'Internationale communiste procurait indéniablement à la république bourgeoise un certain bénéfice et contribuait ainsi à couvrir une partie - fort modeste, il est vrai - des frais de ses armements. Cette « concession » pratique de Manouïlsky n'était-elle pas en contradiction flagrante avec son intransigeance théorique ? Disons plus : si la tenancière du bureau de tabac avait su que le monsieur qui venait de lui dire si poliment : « Merci, madame » était le bolchevik Manouïlsky elle aurait probablement écrit sur-le-champ un article de fond sur ce thème : « Pourquoi cet homme aimable exigeait-il l'exclusion de Verfeuil du parti communiste ? »

Nous n'avons pris, jusqu'à présent, que des exemples individuels. Essayons prudemment - vu le caractère précité de nos contradicteurs - d'élargir les cadres de notre analyse.

Pour éditer *l'Humanité*, le parti communiste français doit acheter du papier à des firmes capitalistes et contribuer ainsi à l'accumulation capitaliste. N'est-ce pas en contradiction flagrante avec la mission révolutionnaire du parti ? Nous pensons que non. Si l'on pouvait, à son gré, se dérober aux lois du système capitaliste celles du marché, des codes, des relations internationales et autres le besoin d'une révolution prolétarienne ne se ferait pas sentir.

Ces explications préalables données, tâchons d'aborder directement les contradictions qui ont troublé l'émotive conscience socialiste de M. Blum. Les bolcheviks, figurez-vous, accueillent M. Herriot. Au même moment, ils votent l'exclusion de Verfeuil. Mais M. Herriot n'a pas été accueilli dans le parti, ne nous l'ayant d'ailleurs pas demandé. Il est venu en Russie en qualité de représentant, point officiel mais autorisé, de cette partie des classes dirigeantes françaises qui voudraient reprendre avec nous des relations économiques et diplomatiques normales. Nous nous sommes efforcés de faciliter à M. Herriot son enquête sur la situation du pays. Nous avons pensé voir en M. Herriot un truchement bourgeois éventuel. En recourant à l'analogie, nous dirons que nos négociations avec M. Herriot, homme politique en vue d'un pays qui, pendant cinq ans, nous a bloqués et nous a fait la guerre, sont analogues aux pourparlers des ouvriers lock-outés avec certains capitalistes disposés à un compromis. L'accord des ouvriers avec le patron, dans un cas pareil, ne constitue qu'un épisode de la lutte des classes, de même qu'une grève isolée ou qu'un lock-out. Quant à Verfeuil, il était dans nos rangs, dans notre parti, qui doit conserver son unité et sa discipline en toutes circonstances : pendant la guerre civile comme pendant l'accalmie, pendant l'offensive comme pendant la retraite, pendant la grève comme pendant le lock-out, pendant les négociations, et les accords. Verfeuil s'est révélé dans nos rangs *un renard*. Il travaillait à l'intérieur de notre organisation à nous affaiblir dans notre lutte contre l'ennemi de classe. Qu'y a-t-il de contradictoire à ce que les ouvriers obligés de traiter avec le capitaliste chassent à la même heure de leur sein les renards ? Il est vrai que les ouvriers russes négocient avec les capitalistes au nom de l'Etat soviétique et pas au nom des syndicats et du parti. Mais c'est parce qu'ils ont, il y a cinq ans, conquis le pouvoir.

En appliquant les méthodes de M. Blum, on pourrait dire de lui : « Ce socialiste obéit, à la Chambre, à la sonnette présidentielle de M. Raoul Péret, paye des impôts à la république capitaliste, s'incline devant ses lois, ses tribunaux et ses flics, mais ne peut pas obéir à la sonnette présidentielle de Zinoviev, payer une cotisation à l'I. C. et se soumettre à ses statuts. » Nous ne reprocherons pas ces contradictions à M. Blum - il n'a pas choisi son parlement et sa république et son parti, il l'a choisi à son image.

De même que l'ouvrier communiste de l'usine Renault ne peut pas s'évader individuellement du salariat, la république ouvrière russe ne peut pas se sous traire artificiellement aux conditions de l'économie capitaliste mondiale. Les contremaîtres capitalistes de l'usine Renault et les gouvernements bourgeois de l'univers constituent pour l'instant des faits indubitables assez importants. Nous devons en tenir compte, c'est-à-dire entrer en relations avec ces gouvernements, conclure des accords avec les capitalistes, acheter et vendre. A l'usine Renault, on peut et on doit exiger de l'ouvrier communiste que, dans ses tractations forcées avec le capital, il n'enfreigne en rien la règle de solidarité prolétarienne; on peut exiger qu'il ne soit pas un renard et qu'il combatte les renards. On peut et on doit en exiger autant du gouvernement des Soviets dans ses relations avec les gouvernements bourgeois. Mais à cet égard nous ne pouvons offrir à personne de garanties autres que celles de notre parti et de l'Internationale communiste dont il n'est qu'une section. Nous pensons que cela suffit. Et pour ce qui est du dessein que nourrit M. Léon Blum de prendre, avec Renaudel et Boncour, la défense des intérêts de l'Allemagne opprimée contre une alliance franco-russe agressive, nous n'en dirons rien. Ce sujet appartient de droit à H.-P. Gassier. Ses arguments seront beaucoup plus forts que les nôtres.

³ Manouïlsky était alors le représentant en France de l'Exécutif de l'I.C.

A côté de l'hypothèse d'une alliance impérialiste franco-russe, M. Blum en édifie une autre, non moins réussie, sur le rapprochement du gouvernement des Soviets et du Bloc des gauches, par l'intermédiaire de M. Herriot, rapprochement qui amènerait demain les Soviets à inviter les communistes français à soutenir les radicaux, voire à s'allier à eux. On sait que cette hypothèse n'a pas été sans exercer une certaine influence sur quelques éléments du parti communiste français. On n'a pas oublié que des camarades français ont tenté de juger sous cet angle la politique du Front uni. Essayons, sur ce point aussi, de nous expliquer avec la clarté voulue.

Nous considérons que le remplacement du Bloc national, de moins en moins capable de défendre les intérêts de la bourgeoisie française, par un Bloc des gauches, sera un pas en avant, à la condition que ces événements s'accomplissent en présence d'une politique tout à fait indépendante, critique, irréductiblement révolutionnaire du parti de la classe ouvrière⁴. Une nouvelle ère d'illusions réformistes pacifistes est inévitable en France après les illusions de la guerre et de la victoire et peut devenir le prologue de la révolution prolétarienne. Mais la victoire de cette révolution ne pourra être assurée que par un parti qui n'aura pas la moindre responsabilité dans la diffusion des illusions réformistes-pacifistes, car la profonde déception de la classe ouvrière qui succédera aux illusions du Bloc des gauches se transformera d'abord en haine et mépris du socialisme démocratique et pacifique. Seul le parti qui, même tout en reconnaissant le caractère historique relativement « progressiste » - au sens que nous avons indiqué plus haut - du Bloc des gauches comparé au Bloc national, soutient cependant une lutte irréductible contre l'entrée des ouvriers dans le Bloc des gauches et s'efforce d'opposer le prolétariat, en tant que classe, à tous les groupements bourgeois, seul ce parti, quelles que puissent être les variations d'humeur de la classe ouvrière, aura au moment critique une influence décisive sur la classe ouvrière et, partant, sur la vie du pays entier. Nous ne doutons pas une seconde que lorsque M. Herriot et ses amis dirigeront les destinées de la France, les amis de M. Blum seront à l'entière disposition du Bloc des gauches et soutiendront au moment décisif toutes les alliances internationales de leur bourgeoisie, non sans se justifier au moyen d'une rhétorique réformiste et pacifiste destinée à tromper un certain nombre d'ouvriers et à les tromper quelque peu eux-mêmes. L'entrée de Renaudel, de Boncour ou de Blum dans un ministère Herriot est une perspective un tout petit peu plus vraisemblable que celle du bloc des radicaux et des communistes. Avouons-le, nous n'en sommes pas effrayés. Ministre socialiste de la bourgeoisie française, M. Blum serait beaucoup plus à sa place que comme publiciste défendant contre la Russie des Soviets les principes socialistes en politique internationale. En tout cas il rendrait des services plus sérieux au socialisme de la même manière, bien entendu, que Tséretelli et Kerenski⁵. Tout ceci à une condition : qu'il y ait un parti communiste unanime et combatif, sans succédanés de M. Blum dans ses rangs.

La France a eu maintes fois des ministères radicaux. S'ils ont pu quitter paisiblement la scène, remplacés par d'autres combinaisons bourgeoises, c'est parce que la situation économique de l'Etat bourgeois était beaucoup plus ferme qu'aujourd'hui et parce que le prolétariat n'avait pas encore de parti authentiquement révolutionnaire. Aujourd'hui, dans la France d'après guerre, le Bloc des gauches peut et doit, dans une certaine mesure, entrer en scène comme l'ultime ressource politique d'un régime en décrépitude. La politique de l'Internationale à l'égard du communisme français est dictée par le souci de faire en sorte que le Bloc des gauches, dont l'étoile monte à l'horizon français, entre dans l'histoire comme le dernier gouvernement de la bourgeoisie française.

C'est pourquoi, même après la transfiguration de M. Blum, nous continuerons à accueillir poliment tout bourgeois français qui viendra nous trouver pour établir avec nous des relations normales ou pour exporter quelque chose, maintenant ou après la victoire du Bloc des gauches. Tandis que l'Internationale communiste continuera à chasser de ses rangs tout renégat à qui viendra l'idée de prêcher aux travailleurs français la politique du Bloc des gauches. Les coreligionnaires politiques de M. Blum ne comprendront peut-être rien à la logique de cette politique. Ils n'en éprouveront que plus impitoyablement les conséquences.

⁴ C'est le même point de vue que Trotsky soutiendra, treize ans plus tard, quand le « Cartel » - qu'il appelle fréquemment « Bloc » - sera rebaptisé « Front populaire » et comprendra... les communistes.

⁵ Trotsky fait ici allusion au fait que la participation au gouvernement bourgeois du menchevik Tséretelli et du s.r. Kerenski avait, en les discréditant aux yeux des masses, contribué au développement de l'influence du parti bolchevique.

Communisme et franc-maçonnerie

25 novembre 1922

Le développement du capitalisme a toujours approfondi et approfondit sans cesse les antagonismes sociaux. Les efforts de la bourgeoisie ont toujours tendu à émousser ces antagonismes en politique. L'histoire du siècle dernier nous présente une extrême diversité de moyens employés par la bourgeoisie à cet effet. La répression pure et simple est son argument ultime, elle n'entre en scène que dans les moments critiques. En temps «normal», l'art politique bourgeois consiste à enlever pour ainsi dire de l'ordre du jour la question même de la dénomination bourgeoise, à la masquer de toutes sortes de décors politiques, juridiques, moraux, religieux, esthétiques et à créer de cette façon dans la société l'impression de la solidité inébranlable du régime existant.

Il est ridicule et naïf, pour ne pas dire un peu sot, de penser que la politique bourgeoise se fasse tout entière dans les parlements et dans les articles de tête. Non, cette politique se fait au théâtre, à l'église, dans les poèmes lyriques et à l'Académie, et à l'école. La bourgeoisie enveloppe de tous côtés la conscience des couches intermédiaires et même de catégories importantes de la classe ouvrière, empoisonnant la pensée, paralysant la volonté.

C'est la bourgeoisie russe, primitive et mal douée, qui a le moins réussi dans ce domaine, et elle a été cruellement punie. La poigne tsariste mise à nu, en dehors de tout système compliqué de camouflage, de mensonge, de duperie, et d'illusions, se trouva insuffisante. La classe ouvrière russe s'empara du pouvoir.

La bourgeoisie allemande, qui a donné incomparablement plus dans les sciences et les arts, était politiquement d'un degré à peine supérieure à la bourgeoisie russe : la principale ressource politique du capital allemand était le Hohenzollern prussien et le lieutenant prussien. Et nous voyons actuellement la bourgeoisie allemande occuper une des premières places dans la course à l'abîme.

Si vous voulez étudier la façon, les méthodes et les moyens par lesquels la bourgeoisie a grugé le peuple au cours des siècles, vous n'avez qu'à prendre en mains l'histoire des plus anciens pays capitalistes : l'Angleterre et la France. Dans ces deux pays, les classes dirigeantes ont affermi peu à peu leur domination en accumulant sur la route de la classe ouvrière des obstacles d'autant plus puissants qu'ils étaient moins visibles.

Le trône de la bourgeoisie anglaise aurait été brisé en mille morceaux s'il n'eût été entouré d'une atmosphère de *respectability*, de tartufferie et d'esprit sportif. Le bâton blanc des *policemen* ne protège que la ligne de repli de la domination bourgeoise et une fois le combat engagé sur cette ligne - la bourgeoisie est perdue. Infiniment plus important pour la conservation du régime britannique est l'imperceptible toile d'araignée de *respectability* et de lâcheté devant les commandements bourgeois et les «convenances» bourgeoises qui enveloppe les cerveaux des trade-unionnistes, des chefs du Labour Party et de nombreux éléments de la classe ouvrière elle-même.

La bourgeoisie française vit, politiquement, des intérêts du capital hérité de la Grande Révolution. Le mensonge et la perversion de la démocratie parlementaire sont suffisamment connus et semble-t-il, ne laissent plus place à aucune illusion. Mais la bourgeoisie fait de cette perversion même du régime son soutien. Comment cela ? Par l'entremise de ses socialistes. Ces derniers, par leur critique et leur opposition, prélèvent sur les masses du peuple l'impôt de la confiance, et au moment critique transmettent toutes les voix qu'ils ont recueillies à l'Etat capitaliste. Aussi la critique socialiste est-elle actuellement un des principaux états de la domination bourgeoise. De même que la bourgeoisie française fait servir à ses buts non seulement l'Eglise catholique, mais aussi le dénigrement du catholicisme, elle se fait servir non seulement par la majorité parlementaire, mais aussi par les accusateurs socialistes, ou même souvent anarchistes, de cette majorité. Le meilleur exemple en est fourni par la dernière guerre, où l'on vit abbés et francs-maçons, royalistes et anarcho-syndicalistes, se faire les tambours enthousiastes du capital sanglant.

Nous avons prononcé le mot : franc-maçonnerie. La franc-maçonnerie joue dans la vie politique française un rôle qui n'est pas mince. Elle n'est en somme qu'une contrefaçon petite bourgeoise du catholicisme féodal par ses racines historiques. La République bourgeoise de France avançant tantôt son aile gauche, tantôt son aile droite, tantôt les deux à la fois, emploie dans un seul et même but soit le catholicisme authentique, ecclésiastique, déclaré, soit sa contrefaçon petite-bourgeoise, la franc-maçonnerie, où le rôle des cardinaux et des abbés est joué par des avocats, par des tripoteurs parlementaires, par des journalistes véreux, par des financiers juifs déjà bedonnants ou en passe de le devenir. La franc-maçonnerie, ayant baptisé le vin fort du catholicisme, et réduit, par économie petite-bourgeoise, la hiérarchie céleste au seul «Grand Architecte de l'Univers», a adapté en même temps à ses besoins quotidiens la terminologie démocratique : Fraternité, Humanité, Vérité, Equité, Vertu. La franc-maçonnerie est une partie non officielle, mais extrêmement importante, du régime bourgeois. Extérieurement, elle est apolitique, comme l'Eglise; au fond, elle est contre-révolutionnaire comme elle. A l'exaspération des antagonismes de classes, elle oppose des formules mystiques sentimentales et morales, et les accompagne, comme l'Eglise, d'un rituel de Mi-Carême. Contrepoison impuissant, de par ses sources petites-bourgeoises contre la lutte de classe qui divise les hommes, la maçonnerie, comme tous les mouvements et organisations du même genre, devient elle-même un instrument incomparable de lutte de classe, entre les mains de la classe dominante contre les opprimés.

Le grand art de la bourgeoisie anglaise a toujours consisté à entourer d'attention les chefs surgissant de la classe ouvrière, à flatter leur *respectability*, à les séduire politiquement et moralement, à les émasculer. Le premier artifice de

cet approvisionnement et de cette corruption, ce sont les multiples sectes et communautés religieuses où se rencontrent sur un terrain « neutre » les représentants des divers partis. Ce n'est pas pour rien que Lloyd George a appelé l'Eglise « la Centrale électrique de la politique ». En France, ce rôle, en partie du moins, est joué par les loges maçonniques. Pour les socialistes, et plus tard pour le syndicaliste français, entrer dans une loge signifiait communier avec les hautes sphères de la politique. Là, à la loge, se lient et se délient les relations de carrière; des groupements et des clientèles se forment, et toute cette cuisine est voilée d'un crêpe de morale, de rites et de mystique. La franc-maçonnerie ne change rien de cette tactique, qui a fait ses preuves, à l'égard du Parti Communiste : elle n'exclut pas les communistes de ses loges, au contraire, elle leur en ouvre les portes toutes grandes. La maçonnerie cesserait d'être elle-même, si elle agissait autrement. Sa fonction politique consiste à absorber les représentants de la classe ouvrière pour contribuer à ramollir leurs volontés et, si possible, leurs cerveaux. Les « frères » avocats et préfets sont naturellement très curieux et même enclins à entendre une conférence sur le communisme. Mais est-ce que le frère de gauche, qui est le frère cadet, peut se permettre d'offrir au frère aîné, qui est le frère de droite, un communisme sous le grossier aspect d'un bolchévisme le couteau entre les dents ? Oh ! non. Le communisme qui est servi dans les loges maçonniques doit être une doctrine très élevée, d'un pacifisme recherché, humanitaire, reliée par un très subtil cordon ombilical de philosophie à la fraternité maçonnique. La maçonnerie n'est qu'une des formes de la servilité politique de la petite-bourgeoisie devant la grande. Le fait que des « communistes » participent à la maçonnerie indique la servilité morale de certains pseudo-révolutionnaires devant la petite bourgeoisie et, par son intermédiaire, devant la grande.

Inutile de dire que la *Ligue pour la Défense des Droits de l'homme et du citoyen* n'est qu'un des accès de l'édifice universel de la démocratie capitaliste. Les loges étouffent et souillent les âmes au nom de la Fraternité; la Ligue pose toutes les questions sur le terrain du Droit. Toute la politique de la Ligue, comme l'a démontré avec clarté la guerre, s'exerce dans les limites indiquées par l'intérêt patriotique et national des capitalistes français. Dans ce cadre, la Ligue a tout loisir de faire du bruit autour de telle ou telle injustice, de telle ou telle violation du droit; cela attire les carriéristes et abasourdit les simples d'esprit.

La Ligue des Droits de l'Homme a toujours été, de même que les loges maçonniques, une arène pour la coalition politique des socialistes avec les radicaux bourgeois. Dans cette coalition, les socialistes agissent, bien entendu, non pas comme représentants de la classe ouvrière, mais individuellement. Toutefois, l'importance prise par tel ou tel socialiste dans les loges est déterminée non pas le poids de sa vertu individuelle, mais par l'influence politique qu'il a dans la classe ouvrière. Autrement dit : dans les loges et autres institutions du même genre, MM. les socialistes tirent profit pour eux-mêmes du rôle qu'ils jouent dans le mouvement ouvrier. Et ni vu ni connu, car toutes les machinations sont couvertes par le rituel idéaliste.

Bassesse, quémardage, écorniflage, aventurismes, carriérismes, parasitisme, au sens le plus direct et le plus matériel du mot, ou bien, en un sens plus occulte et « spirituel » — voilà ce que signifie la franc-maçonnerie pour ceux qui viennent à elle d'en bas. Si les amis de Léon Blum et de Jouhaux s'embrassent dans les loges avec leurs frères du bloc des gauches, ils restent, ce faisant, complètement dans le cadre de leur rôle politique; ils parachèvent dans les séances secrètes des loges maçonniques ce qu'il serait incongru de faire ouvertement en séance publique du Parlement ou dans la presse. Mais nous ne pouvons que rougir de honte en apprenant que dans les rangs d'un Parti Communiste (!!!) il y a des gens qui complètent l'idée de la dictature du prolétariat par la fraternisation dans les tenues maçonniques avec les dissidents, les radicaux, les avocats et les banquiers. Si nous ne savions rien d'autre sur la situation de notre Parti français, cela nous suffirait pour dire avec Hamlet : « Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark... » L'Internationale peut-elle permettre à cet état de choses véritablement honteux de se prolonger et même de se développer ? Ce serait permettre que la Parti Communiste Français occupe dans le système du conservatisme démocratique la place de soutien de gauche occupée autrefois par le Parti Socialiste. Mais cela ne sera pas — nous avons trop foi en l'instinct révolutionnaire et en la pensée révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne française. D'une lame impitoyable elle tranchera une fois pour toutes les liens politiques, philosophiques, moraux et mystiques qui rattachent encore la tête de son Parti aux organes déclarés ou masqués de la démocratie bourgeoise, à ses loges, à ses ligues, à sa presse. Si ce coup d'épée laisse par delà les murs de notre Parti quelques centaines et même quelques milliers de cadavres politiques, tant pis pour eux. Tant pis pour eux et tant mieux pour le Parti du prolétariat, car ses forces et son poids ne dépendent pas du seul nombre de ses membres.

Une organisation de 50.000 membres, mais construite comme il faut, qui sait fermement ce qu'elle veut et qui suit la voie révolutionnaire sans jamais s'en écarter, peut et doit conquérir la confiance de la majorité de la classe ouvrière et occuper dans la révolution la place directrice. Une organisation de 100.000 membres contenant centristes, pacifistes, franc-maçons, journalistes bourgeois, etc., est condamnée à piétiner sur place, sans programme, sans idée, sans volonté — et jamais ne pourra conquérir la confiance de la classe ouvrière.

La franc-maçonnerie est une plaie mauvaise sur le corps du communisme français. Il faut la brûler au fer rouge.

Le gouvernement ouvrier en France⁶

30 novembre 1922

Le gouvernement ouvrier est une formule algébrique, c'est-à-dire une formule aux termes de laquelle ne correspondent pas des valeurs numériques fixes. D'où ses avantages et aussi ses inconvénients.

Ses avantages consistent en ce qu'elle embrasse jusqu'aux ouvriers qui ne se sont pas encore élevés à l'idée de dictature du prolétariat et à la compréhension de la nécessité d'un parti directeur.

Ses inconvénients, conséquences de son caractère algébrique, consistent en ce qu'on peut lui attribuer un sens purement parlementaire qui, pour la France, serait pratiquement le moins réel et idéologiquement le plus dangereux que l'on puisse imaginer.

Léon Blum pourrait dire : « Nous acceptons le gouvernement ouvrier. Au moment où la classe ouvrière constituera une majorité parlementaire, nous serons prêts à former un gouvernement ouvrier. »

Avec une telle interprétation, il est de toute évidence que le gouvernement ouvrier ne sera jamais instauré en France, car, pratiquement, la politique de Léon Blum, Jouhaux et consorts consiste, en « attendant » cette majorité ouvrière, parlementaire, à faire des blocs avec la bourgeoisie, blocs qui, à leur tour, excluent la possibilité de la formation d'une majorité ouvrière, car ils démembrement et démoralisent la classe ouvrière.

Ainsi donc, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier en France n'est pas un mot d'ordre de combinaisons parlementaires : c'est le mot d'ordre d'un mouvement massif du prolétariat, se libérant complètement des combinaisons parlementaires avec la bourgeoisie, s'opposant lui-même à la bourgeoisie et opposant l'idée de son propre gouvernement à toutes les combinaisons gouvernementales bourgeoises. De la sorte, cette formule algébrique est, dans son essence, profondément révolutionnaire.

Mais, dira-t-on, c'est précisément parce qu'elle est révolutionnaire et non parlementaire qu'elle sera comme telle rejetée par les dissidents et les ouvriers qui la suivent ? C'est possible. Mais si nous savons exploiter habilement pour l'agitation notre mot d'ordre, les ouvriers dissidents qui l'auront repoussé une fois ne pourront le repousser une deuxième.

Nous leur dirons : « Vous êtes pour la démocratie et pour une majorité parlementaire. Nous ne vous empêcherons pas de constituer une majorité ouvrière au Parlement. Au contraire, nous vous y aiderons par tous les moyens. Mais, pour cela, il faut mettre sur pied la totalité de la classe ouvrière. Il faut l'intéresser ; il faut lui donner un mot d'ordre capable de l'unifier et de la fortifier. Ce mot d'ordre ne peut être que celui du gouvernement ouvrier, opposé à toutes les combinaisons bourgeoises et à toutes les coalitions. De la sorte, pour créer une majorité ouvrière au Parlement, il faut soulever dans la classe ouvrière et dans les masses paysannes un puissant mouvement sous le mot d'ordre du *gouvernement ouvrier*. » Voilà comment, du point de vue de l'agitation, il faut poser la question par rapport aux dissidents et aux ouvriers réformistes, etc. Cette façon de poser la question est juste, politiquement et pédagogiquement.

Mais le gouvernement ouvrier est-il réalisable en France sous une autre forme que celle de la dictature communiste et, si oui, sous quelle forme est-il réalisable ?

Dans certaines conjonctures politiques, il est parfaitement réalisable, et il constitue même une étape inévitable dans le développement de la révolution⁷.

En effet, si l'on suppose qu'un puissant mouvement ouvrier dans le pays, lors d'une violente crise politique, amène des élections donnant la majorité aux dissidents et aux communistes, ainsi qu'aux groupes intermédiaires et sympathisants, et que l'état des masses ouvrières ne permette pas aux dissidents de faire bloc avec la bourgeoisie contre nous, il sera possible, dans ces conditions, de former un gouvernement ouvrier de coalition qui constituerait une transition nécessaire vers la dictature révolutionnaire du prolétariat⁸. Il est très possible, il est même probable, qu'un tel mouvement, se déroulant sous le mot d'ordre de gouvernement ouvrier, n'aura pas le temps de trouver son

⁶ In *Bulletin communiste*, n° 7 du 15 février 1923, pp. 103-104.

⁷ La question de savoir si le « gouvernement ouvrier » - formule remplacée quelques mois plus tard par celle de « gouvernement ouvrier et paysan » - pouvait se réaliser sous une autre forme que celle de la dictature communiste devait être âprement discutée tout au long de l'année 1923 dans l'Internationale, et particulièrement dans le P.C. allemand. La « gauche » de Ruth Fischer soutenait en effet contre les autres tendances et contre l'I.C. que le « gouvernement ouvrier » authentique ne pouvait être qu'un pseudonyme de la dictature du prolétariat, et elle condamnait comme « opportuniste » toute autre conception du « gouvernement ouvrier ».

⁸ A l'automne 1923, les communistes allemands qui détenaient, avec les socialistes de gauche, la majorité absolue dans les Landtag de Saxe et de Thuringe, entrèrent dans des gouvernements de coalition socialistes-communistes que la propagande de l'I.C. salua comme des « gouvernements ouvriers ». Ces gouvernements, éphémères, furent ultérieurement stigmatisés à Moscou comme le résultat des « manœuvres opportunistes » de la droite allemande - mais seulement après la défaite de l'opposition en U.R.S.S. et la prétendue « bolchévisation de l'I.C. ».

expression dans une majorité parlementaire, soit parce que le temps fera défaut pour de nouvelles élections, soit parce que le gouvernement bourgeois tentera d'écarter ce danger en recourant aux méthodes de Mussolini. Sur le terrain de la résistance à l'attaque fasciste, la partie réformiste de la classe ouvrière pourra être entraînée par la partie communiste dans la voie de la formation d'un gouvernement ouvrier par des moyens *extra-parlementaires*. Dans cette hypothèse, la situation révolutionnaire serait encore plus claire que dans la première.

Accepterons-nous, dans ce dernier cas, une coalition gouvernementale avec les dissidents ? Nous l'accepterons : il s'avère qu'ils ont encore de l'influence sur une partie considérable de la classe ouvrière qui les forcera à se détacher de la bourgeoisie. Serons-nous alors assurés contre toute trahison de la part de nos alliés au gouvernement ? Pas le moins du monde. Tout en effectuant avec eux, au gouvernement, le travail révolutionnaire initial, nous devons les surveiller avec autant de vigilance que nous surveillerions un ennemi, nous devons consolider sans cesse nos positions politiques et *notre organisation*, conserver notre liberté de critique à l'égard de nos alliés et les affaiblir en présentant sans cesse de nouvelles propositions qui les désagrègent en détachant d'eux à leur droite des éléments de plus en plus nombreux.

Quant à la partie prolétarienne des dissidents, dans les conditions indiquées ci-dessus, elle se fondra peu à peu dans les rangs communistes.

Telles sont quelques-unes des possibilités de réalisation effective de l'idée du gouvernement ouvrier au cours du développement de la révolution. Mais, à l'heure actuelle, c'est précisément par son caractère algébrique que cette formule est politiquement importante pour nous. En ce moment, elle généralise toute la lutte pour les revendications immédiates, elle la généralise non seulement pour les ouvriers communistes, mais pour les grandes masses non encore adhérentes au communisme en les rattachant, en les unissant aux communistes par l'unité d'une tâche commune. Cette formule couronne la politique du Front unique. Dans chaque grève qui se brise face à la résistance du gouvernement et de la police, nous dirons : « Il n'en serait pas ainsi si, au lieu des bourgeois, c'étaient des représentants des ouvriers qui étaient au pouvoir. » A l'occasion de chaque mesure législative dirigée contre les ouvriers, nous dirons : « Il n'en aurait pas été ainsi si tous les ouvriers s'étaient réunis contre tous les bourgeois, s'ils avaient créé leur gouvernement ouvrier. »

L'idée est simple, claire, convaincante. Sa force réside en ce qu'elle se trouve dans le sens du développement historique. C'est précisément pour cela qu'elle comporte les plus grandes conséquences révolutionnaires⁹.

⁹ En fait, le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier », couronnement de la stratégie du « Front unique ouvrier », ne devait plus guère faire l'objet, après l'année 1923, d'une campagne systématique de la part des partis communistes, qui abandonnèrent rapidement le « Front unique ». A partir du « Front populaire », il ne sera plus question que de « gouvernement démocratique » ou de « gouvernement du peuple ».